

En définitive, pourquoi ces départs ?

Revenons encore une fois à ces démissions. On a l'impression qu'il s'agit moins de renvois déguisés que de départs politiquement inévitables, pour tenter d'apaiser divers mécontentements. En même temps, certaines de ces démissions semblent bien motivées par un mélange de fatigue et d'ambition, de lassitude et de déception.

Dans l'hypothèse de plus en plus probable d'une lourde défaite électorale dans une vingtaine de jours, le président aura beaucoup moins de pouvoir, d'autant que les élections sont devenues un référendum pour ou contre lui. Dans ces conditions, les Etats-Unis risquent la paralysie et les caractères réalisateurs ne sont pas intéressés à rester. Le Wall Street Journal, 1.10.2010, page A4, à propos de Rahm Emanuel, résume ainsi ce point : « Une grande personnalité s'en va ; un petit agenda arrive » (« Big personality out, smaller agenda in »). Emanuel cherche à se faire élire maire de Chicago. Quelles qu'aient pu être les frictions entre les deux hommes, ils sont forcés de rester solidaires (cf. Jacques Chirac et Dominique de Villepin).

En ce qui concerne Axelrod, le second plus puissant après Emanuel, et aussi Jim Messina, tous deux sont retirés de la Maison Blanche pour préparer la délicate réélection d'Obama. L'histoire, rassurante, montre que la plupart des présidents qui ont perdu le Congrès à mi-mandat ont été ensuite réélus, par exemple, Bill Clinton. Mais elle montre aussi, inversement, qu'aucun de ceux dont la popularité à mi-mandat était aussi basse que celle d'Obama n'a pu obtenir un second mandat, par exemple, Jimmy Carter.

Pour le Washington Post du 23.09.2010 (pp. A1 et A 17), les conseillers partants ont été sanctionnés pour avoir « mal calculé la position des gens dans le pays sur les questions de l'emploi, du déficit et de la dette. » Mais la suite de l'article donne d'autres hypothèses et ne tranche pas.

En somme, on lit les articles du *WP*, c'est-à-dire, de ce qu'il y a de mieux renseigné sur ce genre de sujets, et tout ce qu'on sait de sûr à la fin, si c'est à eux qu'on demande une réponse claire et nette, c'est qu'on a le choix entre plusieurs possibilités, qu'on aurait pu énumérer soi-même en y réfléchissant bien. Conclusion : pour savoir, écouter, mais après avoir écouté, chercher en soi-même.

L'image du pestiféré

Il n'y a pas que du douteux. Ce qui est certain, c'est que tous ceux qui espèrent être élus à divers sièges en 2010, ou 2012, tentent de se démarquer, tantôt plus, tantôt moins, du président Obama, à l'impopularité grandissante. « Je suis un démocrate indépendant. » Telle est l'antienne. Pour espérer être élu, le démocrate, surtout s'il est sortant, doit souvent promettre qu'il ne votera pas les projets du président. Le taux d'approbation du travail d'Obama reste très en dessous de ce que la plupart des présidents ont enregistré au bout de deux ans, depuis qu'il y a des Gallup sur cette question. « Le lien des sénateurs avec Obama pourrait être fatal, même en 2012 », écrit le Washington Times, 4.10.2010, page A3.

Obama n'est plus du tout le joker des démocrates ; il est en train de devenir leur boulet. Populaire en Europe, idole en Afrique, il est en train d'être catégorisé négativement aux Etats-Unis, d'une manière peut-être définitive. 57% déclarent qu'ils ont été déçus par Obama, même si 47% approuvent encore son travail. Et deux tiers des Américains pensent que, sous sa présidence, le pays ne va pas dans la bonne direction.

Omniprésence et déclin des médias

Les médias ont un rôle, mais pas seulement eux. On ne peut être que choqué, si l'on est équitable, par l'espèce de haine des médias, même libéraux, envers Obama, dès lors qu'elle succède à une adulation servile et une déification absurde. Ces allers et retours spéculatifs à la bourse de l'opinion contribuent à la perte de confiance à l'égard des médias, comme à l'égard de la politique ordinaire, c'est-à-dire de celle qui joue leur jeu. Ce dont la démocratie a besoin, c'est d'élire des gens qui ne jouent plus ce jeu-là.

C'est devenu possible. On vit à une époque, disait en s'en désolant Hillary Clinton, où il suffit d'un Twitter de Sarah Palin pour déraciner le politicien qu'on eût été jadis le mieux enraciné. A l'heure d'Internet, les médias ont virtuellement perdu une bonne part de leur pouvoir de contrôle de l'opinion. Mais ils ont encore le pouvoir de créer une ambiance détestable d'agitation, de superficialité, d'instantanéité amnésique, d'émotivité et de conformisme.

En outre, à la manipulation pesante et presque totalitaire de médias incontestés, risque de succéder, dans une infosphère éclatée, mais toujours obsédante, la manipulation anarchique de tous par tous selon la règle unique de l'arbitraire individuel. La démocratie a besoin de raison et de vérité : de culture classique.

Obama et Roosevelt

La chute graduelle d'Obama, qui tend à s'accélérer, ne tient pas à une manipulation médiatique. Elle tient à la crise, et à la médiocrité des résultats de sa politique économique, mais pas uniquement. Roosevelt, note la presse, avait aussi de mauvais résultats au bout de deux ans, mais il a gagné les élections de demi-mandat, parce que les gens croyaient qu'il avait les solutions et que sa formule allait marcher.

Le rejet d'Obama tient à ce que la masse des gens estime que le président n'a tout simplement pas les solutions adaptées. La keynésianisme est éculé, la social-démocratie est une formule qui ne marche plus. Je le répète : le pourcentage de ceux qui se qualifient de conservateurs est de 56% (je dis bien : cinquante six pour cent). Le pourcentage de ceux qui se qualifient de « liberals » (progressistes) est de 18% (dix-huit pour cent). Pour la masse, il faut d'urgence revenir à la « formule qui marche ». Marchera-t-elle ? C'est toute la question. Et si, appliquée de nouveau, elle ne marchait pas, le pouvoir serait à prendre et appartiendrait alors à qui aurait les bonnes idées nouvelles.

Au lieu de plier devant l'opinion, Obama lui résiste. Il s'entête. Il vante son bilan et ses mesures face à une opinion qui les juge mauvais. Il dit que le pays va dans la bonne direction, face à un pays qui pense le contraire. Il paraît ainsi idéologique et socialisant, décalé par rapport à la

Lettre d'Amérique n° 12 (c). Obamaphobie. Le marché politique et les médias

Écrit par Henri Hude - Mis à jour Vendredi, 15 Octobre 2010 09:25

masse de la classe moyenne et à la tradition américaine. Il veut surtout avoir raison contre son employeur et surtout contre l'évidence. On devine trop bien comment cela peut finir.